

## **Communiqué de la Coalition pour le contrôle des armes 23 juillet 2014**

Aujourd'hui, le ministre Blaney a annoncé que le gouvernement du Canada avait l'intention de déposer le projet de loi de « gros bon sens » sur les armes à feu. Ce bon sens, auquel fait référence le ministre, devrait faire référence à un renforcement des lois en matière de contrôle des armes, et non pas un affaiblissement, comme c'est le cas ici. Faciliter l'accès aux armes comporte de nombreux risques. De plus, les contrôles inadéquats font en sorte que des armes légales se retrouvent sur le marché noir, et ils alimentent l'utilisation d'armes dans le cadre de la violence conjugale. Ces mêmes mesures déficientes favorisent également les suicides par armes à feu, particulièrement chez les jeunes. Des recherches ont démontré que le nombre d'homicides et de blessures causées par une arme diminuait progressivement à mesure que les contrôles sont renforcés. Avec la dégradation des mesures canadiennes, nous craignons ce qui peut arriver.

Bien que nous attendons plus de détails sur le projet de loi annoncé, il semble qu'à première vue les nouvelles propositions du gouvernement conservateur faciliteront le transport des armes à autorisations restreintes, telles que les armes de poing. De plus, la réduction des pouvoirs des Contrôleurs des armes à feu fait en sorte qu'il sera dorénavant difficile pour les provinces de renforcer les contrôles sur leur territoire respectif. Le gouvernement prévoit également simplifier les processus de vérifications des antécédents nécessaires à l'obtention de certains permis.

Par ailleurs, le lobby des armes a maintes fois vanté ses affinités avec le Premier ministre, Stephen Harper, et l'annonce d'aujourd'hui est une preuve concrète de cette influence. Les demandes des services de police pour un renforcement des contrôles des armes à feu, notamment sur les armes de type militaire, semblent avoir été ignorées. En dépit des risques encourus pour la sécurité publique, les spécialistes en prévention des blessures, les experts en santé publique, et les groupes militants pour la sécurité des femmes ne semblent pas avoir été consultés sur les changements annoncés. Le Canada est un des seuls pays à travers le monde dont les législations sur le contrôle des armes à feu ont régressé. Les autres pays, eux, continuent de mettre en place des lois plus rigoureuses permettant d'améliorer la sécurité, et de combattre le trafic d'armes.